

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

Service des installations classées

N° 10255

C 344

REPUBLICQUE FRANCAISE

ACCUSE DE RECEPTION

d'une déclaration d'installation classée

(Application de la loi du 19 juillet 1976)

Le préfet de Seine-et-Marne

accuse réception à **M. Bernard PARENT**

demeurant à OISSERY

de sa déclaration en date du **14 janvier 1977**

concernant **l'exploitation à OISSERY, rue de la Procession au lieu-dit "Le Gros Merisier", des installations suivantes :**

- **atelier de friterie de pommes de terre**
- **atelier d'épluchage de produits organiques (pommes de terre) à plus de 30 m de tout bâtiment habité ou occupé par des tiers.**
- **(l'installation de combustion de moins de 1 000 Th/h alimentée au gas de ville (projet) n'est pas classable)**

ce au n° **ces installations sont rangées** dans la 3ème classe, par référen-
200-892

de la nomenclature actuelle.

Par application de la loi du 19 juillet 1976 abrogeant la loi du 19 décembre 1917.

Monsieur Bernard PARENT

devra se soumettre aux prescriptions générales ci-jointes déterminées pour les installations de la catégorie dont il s'agit ainsi qu'aux prescriptions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

.../...

Le présent accusé de réception est délivré uniquement dans le cadre de la législation des installations classées, il ne fait pas obstacle à l'application de toute autre réglementation. A ce titre, le déclarant aura à se pourvoir éventuellement auprès des autorités compétentes des autorisations nécessaires (notamment permis de construire, occupation du domaine public, autorisation d'occupation du sol, application de la réglementation des lotissements, etc...)

Si l'établissement n'est pas ouvert dans le délai de trois ans à partir de la déclaration ou si son exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives, l'industriel devra faire une nouvelle déclaration.

MELUN, le

2 MARS 1977

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de l'Administration
Générale et de la Réglementation,

R. CASEAUX

Destinataires :

- le pétitionnaire
- le maire d'OISSERY
- le sous-préfet de MEAUX
- l'ingénieur subdivisionnaire des mines, subdivision de MEAUX
- le médecin inspecteur départemental de la santé

Un exemplaire du présent récépissé sera déposé en mairie pour être communiqué sur place aux personnes intéressées.